

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

18 AU 24 AVRIL 1996

N° 1039

10,00 F

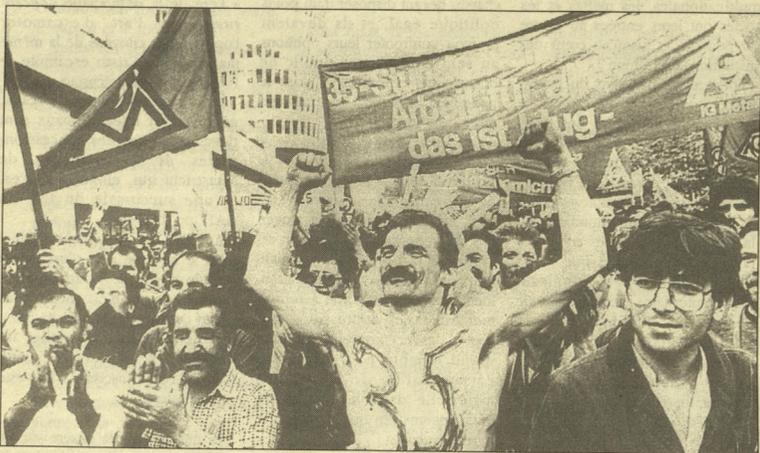


## LETTRE OUVERTE

# AUX CITOYENS DE L'UNION EUROPÉENNE

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Article 1<sup>er</sup> de la Déclaration universelle  
des droits de l'Homme de 1948.



Allemagne, le 17 mai 1984 : manifestation en faveur des 35 heures devant les usines munichoises BMW, après que la Direction ait annoncé 20 000 licenciements en Bavière et à Berlin. Photo AFP.

**C**ITOYENS,  
Notre intention n'est pas ici de vous faire part d'un catalogue de revendications particulières mais plutôt de vous communiquer des sentiments et des ressentiments tels qu'ils ont pu être formulés, par exemple, par les fonctionnaires français lors des grèves de décembre 1995. Nous voulons le faire sans préjugés, en individus accessibles au débat, mais sans faire abstraction de nos conditions de vie économique et sociale.

La sauvegarde de la paix mondiale et l'établissement d'un nouveau contrat social étaient, à la sortie de l'innommable boucherie de 1939-45, les prétextes mis en avant pour la construction de l'Union européenne. Pour atteindre cet objectif, l'Europe du charbon et de l'acier fut créée dans les années 50. Puis ce fut l'Europe de l'agriculture, de la pêche, des transports... Résultat : il n'y a plus de mineurs et pratiquement plus ni sidérurgistes ni agriculteurs ni pêcheurs ; les cheminots sont en voie de disparition et il en va de même pour un bon nombre de métiers. Et s'il n'y a plus eu de guerre entre la France et l'Allemagne, nous n'en avons pas moins assisté à une véritable désertification sociale.

Il est possible que ce soient là les exigences d'une certaine « modernité ». Par contre il est une situation qu'aucune modernité ne saurait justifier, c'est l'existence en Europe, de dizaines de millions de chômeurs, de laissés-pour-compte et de sans-abri.

Tous les peuples européens sont pour la paix, contre la guerre, tous sont pour une Europe pacifique et solidaire. Mais tous sont contre l'Europe du chômage, contre cette vieille Europe du libéralisme où la capacité à gouverner des dirigeants se mesure à leur capacité inflexible à déstructurer et à déchirer le tissu social sur l'autel de la compétition

(suite p. 2)

## ANTIMILITARISME

### Acharnement militaro-judiciaire à l'égard de l'insoumis basque Kittu Lascaray

L'APRÈS-MIDI du mercredi 13 mars, à 14 h, au tribunal de Bordeaux, ne fut pas un après-midi comme les autres, et pour cause puisque l'on y a vu pour la énième fois le jeune insoumis basque Kittu Lascaray. Heureusement pour lui et pour tous les insoumis, la justice en dernier appel a décidé de le gracier. Pour mieux comprendre cette décision, il faut remonter au 12 juin 1992 où Kittu décida de s'insoumettre ; cette date sera pour lui et pour son comité de soutien le début d'une longue bataille contre les institutions militaire et judiciaire de l'Etat français. Le 4 novembre de la même année, il est incarcéré. Condamné à 13 mois fermes, il avait purgé sa peine dans les maisons d'arrêt de Gradignan et de Poitiers (sept mois et demi), ainsi que sous le régime de la conditionnelle. Malgré cela, l'armée a osé le rappeler sous les drapeaux, faisant de lui un insoumis pour la deuxième fois.

Depuis, il a d'ailleurs été réincorporé de force une troisième fois le 15 avril 1995, mais à ce jour la justice a refusé de l'inculper une troisième fois pour insoumission, malgré une demande en ce sens de l'armée et grâce à une mobilisation sans précédent en Pays Basque. Du coup, l'armée l'a finalement réformé, le 26 avril dernier ; ce qui n'enlevait rien aux poursuites judiciaires pour insoumission et refus d'obéissance.

Il a donc été recondamné à 12 mois fermes le 6 janvier 1995. De plus, le procureur, ayant fait appel, voulait voir prononcée une peine de 18 mois. Enfin, Kittu risquait de devoir purger, en plus, le reliquat de 6 mois et demi de conditionnelle. Bref, il risquait, le 13 mars 1996, une condamnation totale de 23 mois et demi fermes, et dans ce cas là, il aurait pu écoper de 31 mois de prison pour insoumission ! C'est pourquoi ce procès d'appel fut d'une grande importance.

En effet, si ce verdict avait été confirmé cela aurait voulu dire que les insoumis pouvaient désormais subir ce style de situation scandaleuse (prison / rappel sous les drapeaux / réinsoumission / prison...). En théorie et de la part de l'actuelle législation française, ils pourraient être rappelés sous les drapeaux tous les mois jusqu'à 35 ans et condamnés autant de fois pour insoumission jusqu'à leurs 55 ans !

(suite p. 4)

## RAPPEL DE RÉSERVISTES AU PAYS BASQUE



### UN DERNIER HOMMAGE A RAMON FINSTER

La semaine dernière au bouclage du ML, nous apprenions la mort de Ramon Finster. Militant libertaire de toujours, participant à la création et à la vie de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste) après 68 ; il aimait ces dernières années, sur la Butte-aux-Cailles, le café-cabaret « La Folie en Tête ». Samedi dernier ceux qui l'avaient connu, proches et camarades, lui rendaient un dernier hommage au cimetière de Thiais. Nous y joignons le nôtre. Le Comité de Rédaction

T 2137 - 1039 - 10,00 F



Fop2520

# LETTRE OUVERTE AUX CITOYENS

(Suite de la « une »)  
économique mondiale ; une Europe qui est en train de créer les conditions d'une tiers-mondisation. Inutile de préciser que nous considérons une telle situation avec peu d'enthousiasme.

Les dirigeants des Etats européens qui, au travers des pouvoirs législatifs, émanent du suffrage universel, affirment être les arbitres des contradictions économiques et sociales.

Pourtant, à partir du choc pétrolier des années 70, ces dirigeants ont laissé se développer la spéculation financière outrancière et la mise en place impitoyable (« compétitivité » oblige...) des nouvelles technologies. Ainsi ils ont favorisé la dévalorisation de la valeur du travail humain et encourager l'appauvrissement des populations qui ne disposent que de la vente quotidienne de leur force de travail pour (sur)vivre.

Non seulement les Etats européens, obéissant aux consignes néo-libérales des lobbies financiers transnationaux, encouragent la cession au secteur privé (« loi du marché » oblige...) des entreprises publiques qui faisaient partie du patrimoine collectif, mais sous la pression de la concurrence mondiale ils sont prêts aujourd'hui à brader les systèmes de sécurité sociale et de pensions (obtenus de haute lutte par celles et ceux qui nous ont précédés) et convoités tel un fromage par... la même sphère financière. Les dirigeants prennent ouvertement partie pour la spéculation, abandonnant une partie de leur population au cannibalisme

de la mondialisation, et lui font subir les conséquences de cet abandon.

Alors que les caisses des Etats se remplissent des « petits ruisseaux qui font les grandes rivières », en appauvrissant les populations dont provenait l'essentiel de leurs revenus, ces Etats se sont laissés appauvrir eux-mêmes. Ils se sont aujourd'hui mis dans l'incapacité de maintenir le mythe fondateur sur lequel ils se sont construits : la redistribution (des miettes ?) par le contrat social né de la lutte contre le nazisme. En détruisant leurs propres fondations, les dirigeants européens ont créé un vide politique qui nous ramène à

la situation qui pré-existait à « pacte social » de l'après-guerre.

Quelle est la rationalité « démocratique » d'un système qui génère et encourage la spéculation et la corruption ? Un système où les secteurs les plus dynamiques de l'économie sont des secteurs criminels comme la traite des femmes et des enfants (la prostitution) ou des animaux, le trafic de drogue, des armes, du béton, des déchets, du lisier ou des hormones ? Un système où les multinationales, les mafias et les sectes ont leurs entrées au centre du pouvoir, et jusqu'au cœur des institutions de l'Union ?

Lorsque les partisans du libéralisme économique critiquaient le collectivisme autoritaire qui sévissait dans les pays stalinien, nous pensions qu'ils critiquaient aussi la dictature qui écrasait les peuples de ces pays : les syndicats d'Etat et l'univers concentrationnaire. Vu la façon dont on nous traite ici, nous devons constater que, si les libéraux sont contre le collectivisme autoritaire qui s'empare de l'économie, de l'Etat et de la politique, ils ne semblent pas hostiles à la dictature qui s'exerce sur les peuples. Car l'esclavage salarial, le chômage forcé et la misère ne sont que des expressions d'une forme libérale de dictature sociale.

Les révolutions libérales du XIX<sup>e</sup> siècle ont permis d'émanciper la société des contraintes de l'Ancien Régime féodal et du conservatisme des vieilles castes religieuses.

DANS UNION ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE, Y'A ÉCONOMIQUE !



l'apparition du socialisme dans le champ politique, la démocratie a changé de signification, elle est devenue une manière subtile de gérer les contradictions sociales en évitant qu'elles ne débouchent sur un affrontement radical et violent. Bien que la social-démocratie ait fait allégeance au principe fictif de l'identité nationale, cette transformation a permis de faire avancer la démocratie: libertés syndicales et d'association, liberté d'expression et de la presse, droit de grève, ébauche de droits économiques et sociaux... Cette faculté d'adaptation tendrait à démontrer que ce système politique n'est pas figé. Et cela serait vrai si ces nouveaux droits n'avaient été obtenus qu'au prix de luttes sociales parfois sanglantes.

Les rapports de force toujours précaires issus de ces luttes ne mettent pas ces « droits acquis » à l'abri de remises en question permanentes.

Pourtant, le fait que les social-démocraties européennes aient abandonné leur mission historique réformatrice pour passer, avec armes et bagages, dans le camp du « libéralisme triomphant », accentue encore les questions que l'on peut se poser sur le sens de cette « démocratie ». Avec les « alternances sans changements » et l'avènement de la « pensée unique », nous sommes passés de l'ère de la « démocratie » comme gérant les rapports entre les classes sociales, à l'ère de la démocratie conceptuelle ou l'art d'escamoter l'opinion des citoyens de la même manière que Cristo escamote le Pont Neuf ou le Reichstag.

Les dirigeants politiques locaux, nationaux et internationaux sont devenus de simples concessionnaires de la politique de Maastricht qui, elle-même, n'est qu'une succursale du G7, du GATT ou du FMI.

Aujourd'hui la « démocratie » jette le masque : ce n'est même plus le mythe de l'« art de vivre ensemble », ce n'est même plus « l'art de négocier la paix sociale », c'est une réalité virtuelle, un concept à prendre ou à laisser. C'est ça ou le fascisme ! La peste ou le choléra !

La question de la misère sociale n'est pas tant une question d'économie qu'une question de démocratie.

C'est la question de l'autonomie qui est donnée aux gens pour subvenir à leurs besoins. Lorsque le tiers d'une population ne dispose pas d'une telle autonomie et se trouve jetée hors du système économique, on ne peut que constater un déficit démocratique et une concurrence déloyale vis-à-vis de notre droit à l'existence.

C'est une tromperie intellectuelle que d'identifier dans une seule dimension sociale — celle du libéralisme économique — les intérêts de ceux qui possèdent (le capital et/ou les moyens de production) et les intérêts de ceux qui ne possèdent rien, sinon leur

Il n'est pas possible de comprendre l'incertitude qui s'empare actuellement des populations européennes si l'on ne comprend pas l'espoir, toujours vivant, qui fut à la base de ces transformations.

L'idéal démocratique des Lumières se présentait comme la possibilité d'un contrôle du pouvoir par le peuple, par les citoyens.

Ces citoyens devaient se caractériser par une semblable identité, chacun devant disposer d'un poids politique égal, et ils devaient pouvoir confronter leurs opinions au sein d'un espace public de discussions rationnelles, dont le parlement se voulait le prolongement institutionnel.

Cet idéal démocratique — le *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* — aurait pu être véritablement universel s'il avait été connu comme le moyen réel de supprimer l'oppression de l'individu et l'exploitation sociale entre les hommes. Malheureusement, cet idéal était prêt à supprimer toutes les oppressions sauf une : l'asservissement du plus grand nombre pour permettre l'accumulation de la richesse matérielle dans les mains de quelques-uns. En quatre mots : la lutte des classes.

Toute cette belle construction démocratique : le contrôle du pouvoir, l'identité des citoyens... n'était, en fait, qu'une idéologie dont le but était de créer une identité nationale fictive.

Et c'est au nom de cette identité fictive — qui fait abstraction des distinctions de classe et prive ainsi la démocratie de son débat essentiel — que le capital peut continuer à exploiter (ou à exclure) le travail.

Nous voyons là une contradiction fondamentale entre l'esprit philosophique des Lumières et sa réalisation politique.

Suite aux luttes sociales du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'extension du suffrage à l'ensemble de la population et à

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

## Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# DE L'UNION EUROPÉENNE

force de travail. Il y a là la manifestation d'une contradiction sociale réelle, une contradiction que l'on doit reconnaître comme telle.

La « libre concurrence » imposée par les libéraux dans la sphère économique ne peut s'exercer dans la sphère des valeurs humaines. Nous ne pouvons que combattre la mentalité qui prétend que la démocratie c'est l'économie de marché et que « la subordination du commerce aux droits de l'homme aurait un coût supérieur aux bénéfices escomptés. » (*The Economist* du 9 avril 1994)

Cela fait deux siècles que l'on nous offre comme seule perspective de vie celle de gagner et d'accumuler de l'argent.

Cela fait deux siècles que cette société fait tout pour repousser le seul débat qui pourrait la fonder démocratiquement : le débat social.

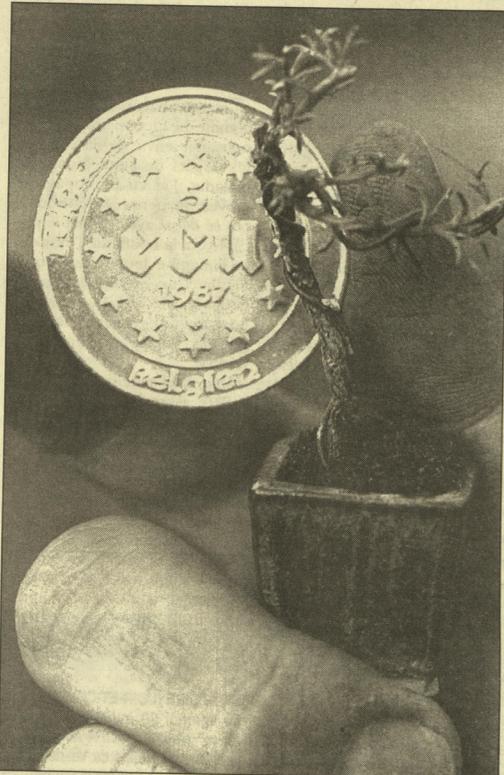
Pour éviter ce débat on a tout inventé, non seulement le libéralisme économique, le fascisme, le nazisme, le néo-libéralisme, mais aussi le marxisme, le socialisme, la social-démocratie, le stalinisme. Le tout accompagné d'un nombre incalculable de conflits, de guerres locales et de deux atroces guerres mondiales.

Il serait enfin temps que l'on cesse de se fermer les yeux et que l'on instaure sincèrement le seul débat démocratique réel de ce monde, celui qui concerne la contradiction fondamentale entre le capital et le travail.

Après les tentatives catastrophiques d'expérimentation du socialisme autoritaire, les travailleurs européens, dans leur grande majorité, ont adopté l'idéal démocratique. Nous pensons que seule la refondation de cette démocratie à de nouveaux espaces sociaux de la société peut apporter une solution satisfaisante au problème de la mise au rencard des humains désignés comme non rentables.

La démocratie n'est pas un système fixé une fois pour toutes, quand elle démontre ses carences — et la misère sociale est une de ces carences — elle doit évoluer. Nous sommes pour l'amélioration permanente de la démocratie.

La politique implacable du monde de l'argent et du pouvoir qui ne tient pas compte des problèmes humains, fait qu'une part de plus en plus importante de la population est laissée sur le bord de la route ou jetée dans les poubelles du libéralisme. L'existence de cette masse de laissés-pour-compte est l'expression de l'absence de légitimité humaniste du libéralisme économique. Si les exclus sont aujourd'hui traités comme des déchets humains non-rentables c'est le fruit de la volonté du libéralisme économique d'imposer son hégémonie sur nos vies considérées comme « misérables » et « inutiles ».



Expérience (symbolique) de monnaie unique en Belgique, avec ici une pièce de 5 ECU, émise en 1987. Photo Michel Plassard / AFP.

Pour nous, la vie démocratique ne se résume pas en cette caricature du seul geste bref et silencieux de glisser un bulletin dans une urne, une fois tous les quatre ans, pour ensuite nous renvoyer nous faire exploiter dans une entreprise ou pointer au chômage. D'ailleurs ceux qui crèvent dans la rue, n'ayant pas de domicile, n'ont même pas le droit de voter.

Puisque, de par notre mise au rencard, nous sommes déjà émancipés de fait du libéralisme économique, nous voulons en être émancipés de droit.

Nous voulons contribuer à fonder une alternative sociale à visage humain, pas en tant que salariés, chômeurs ou laissés-pour-compte, mais en tant que citoyens à part entière. Si les hommes ne sont humains que dans la mesure où ils font de la satisfaction de leurs besoins animaux des prétextes pour communiquer, nous voulons satisfaire nos besoins en communiquant.

Nous ne voulons plus être représentés en permanence dans la société civile.

Nous ne voulons plus, dans notre travail, être prisonniers des liens hiérarchiques d'une subordination permanente.

Nous voulons conquérir et affirmer notre identité et notre poids politique.

Nous voulons pouvoir librement confronter nos opinions dans un espace public qui ne soit pas la propriété exclusive des partis

politiques ou des associations institutionnalisées. Nous voulons les libertés individuelles de conscience et de raison, nous voulons le droit d'exprimer librement notre pensée.

Etre un citoyen souverain, c'est avoir du pouvoir sur un territoire.

Il apparaît que les salariés qui ont perdu leur emploi ou qui n'en trouvent pas, et se retrouvent au chômage ou dans la rue, n'ont pas de pouvoir sur le terri-

toire, ils ne sont donc pas des citoyens souverains.

Pour nous, les progrès technologiques ne doivent plus produire, comme c'est le cas aujourd'hui, de l'exclusion — qui est une forme de violence — mais plus de démocratie et de bonheur pour l'humanité. Nous pensons que les personnes qui perdent leur emploi ou les personnes qui n'en trouvent pas, ne doivent pas être jetées dans les poubelles des « non-rentables », mais qu'elles peuvent, et doivent, conquérir un nouvel espace démocratique, qui reste à inventer, un espace où l'humain sera au centre des préoccupations et non plus la course folle et permanente au profit maximum générée par le libéralisme économique.

C'est pour inverser les effets négatifs de la mise au rencard des « non-rentables » que nous proposons que toutes les terres agricoles abandonnées, toutes les entreprises en faillite, tous les secteurs restructurés, toutes machines délaissées... soient transformés en espaces démocratiques et transférés aux laissés-pour-compte afin qu'ils puissent vivre dans la dignité humaine et expérimenter de nouvelles formes de démocratie et d'organisation du travail.

La spéculation financière sur le travail de l'homme, l'aliénation et l'exploitation de l'homme par l'homme sont incompatibles avec le respect des droits de l'homme. Nous pensons que l'idéal démocratique des Lumières — qui a été dévoyé par le libéralisme politique du XIX<sup>e</sup> siècle — représente encore un espoir d'émancipation pour notre temps. Seulement il faut supprimer les fictions qui entourent sa mise en pratique, il faut qu'il s'applique sincèrement à tous les citoyens et en tous lieux, y compris, et surtout, dans le champs économique et social.

Dans une société qui se proclame libre, tous les humains doivent pouvoir être libres, sinon ils ne sont rien que des esclaves salariés !

La rationalité humaine d'un système politique ne se juge pas sur ses succès économiques ou sur sa capacité inflexible à liquider les humains non-rentables, elle ne se caractérise pas non plus par sa capacité à permettre aux populations de consommer toujours plus de marchandises ou à leur procurer du travail salarié, mais par sa capacité à produire de la liberté et du bonheur.

Il ne sera jamais rien fait de sérieux — ni pour le pauvre, ni pour l'humain — dans une civilisation où l'on a plus le droit de proposer d'autre idéal que celui de la consommation à outrance et de l'accumulation d'argent; et où il n'est question que de gagner ou de perdre, d'écraser l'autre ou de se faire écraser par lui.

La misère sociale existera tant que les dirigeants des nations, des banques et des entreprises crieront contre les contraintes du travail au lieu de crier contre eux-mêmes. L'enfer n'est pas seulement un lieu, c'est aussi un état d'esprit. C'est cet état d'esprit qui est depuis toujours dans le cœur et dans le cerveau de ceux qui dirigent. Ceux qui dirigent n'appartiennent pas à une génération de destructeurs, comme on le prétend parfois, ils appartiennent à une génération d'hommes « détruits ».

Nous sommes dirigés par des hommes qui, ayant survécu à l'Ancien Régime, sont aujourd'hui détruits par l'argent et le pouvoir qu'ils vénèrent comme de nouveaux dieux.

Des hommes qui, génération après génération, produisent et reproduisent leur propre destruction. Cette planète et ses habitants en portent partout les stigmates.

Il ne sert à rien d'aider économiquement les pauvres si l'on n'aide pas aussi les riches à se réinsérer dans l'humanité.

• ALTERNATIVE LIBERTAIRE •  
(Bruxelles)

• Alternative libertaire (un journal dissident pour des lecteurs différents), 2 rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles (Belgique). Un exemplaire gratuit sur simple demande.

## A LA PETITE SEMAINE

### Le déodorant

Aussi fondées soient-elles, les récentes manifestations d'hostilité au premier ministre chinois n'en sont pas moins surprenantes, et le sanglant dictateur Li Peng, qui ne doit pas manquer de cynisme, serait d'ailleurs en mesure de demander ce qui le distingue tant d'autres canailles intégrales avec qui la France commerce le plus tranquillement qui soit.

La vague droit-de-l'hommeiste occidentale est ainsi faite qu'elle établit sans cesse une curieuse et discutée hiérarchie des tyrans de la planète, nous invitant à nous emporter contre celui-là en délaissant tel autre, que l'actualité de demain nous demandera de vilipender à son tour en oubliant celui de la veille.

Révérence gardée envers les victimes de Tien An Men, il nous plairait de savoir en quoi l'étudiant de Pékin vaut plus qu'un opposant marocain, un villageois tchétchène ou tchadien, que les recluses sous voile à

perpétuité des pays du Golfe. La réalité meurtrière des contrées où règnent les émirs bouffis, l'alcoolique mafieux du Kremlin, ces éternels potentats africains corrompus jusqu'à la moelle n'empêche pas les juteux contrats, sans qu'aucun appel à manifester contre ces fossoyeurs de liberté ne se fasse entendre.

L'hypocrisie atteint des sommets quand on nous prie de condamner ces transactions au nom de la morale. Que vient-elle faire, dans ce marais nauséabond où s'entremêlent commerce et politique, qui l'un et l'autre sont précisément tout sauf cela ? Nul n'ignore depuis des lustres qu'on ne peut emprunter les alliés du pouvoir et de la diplomatie sans fortement se pincer le nez. La démocratie peut bien servir de déodorant, sous lui cela pue tout autant.

FLORÉAL

## Acharnement militaro-judiciaire à l'égard de l'insoumis basque Kittu Lascaray

(Suite de la « une »)

Bien sûr, tout n'est pas si simple. Le Pays Basque-nord vit, ces temps-ci, une époque de tension permanente ; les dernières révélations sur le GAL y sont pour beaucoup. En quelques semaines, nous avons assisté à un déploiement des forces de police phénoménal, et cela juste pour le procès de la petite revue indépendantiste, *Embata* et d'un militant du mouvement Herri Aren Alde (1), qui ont tout simplement traduit en français des informations provenant de la presse espagnole, qui accusaient de collaboration avec le GAL un certain M. Catala, à l'époque chef de la police de l'air et des frontières sur Bayonne. Il est vrai que contre l'Etat français les militants de la gauche *abertzale* (2) ont leurs propres intérêts dans la lutte pour l'insoumission, même si certains militants font le rapprochement avec tous les réfractaires ; c'est plutôt vers les 4 000 insoumis du Pays Basque-sud que les *abertzales* se retournent.

En terme de soutien, nous nous retrouvons dans une situation difficile. Oui, les insoumis basques sont contre l'armée et le militarisme, et leur lutte rentre

dans le cadre des campagnes antimilitaristes auxquelles nous participons, mais le débat sur le nationalisme est omniprésent, la plupart des jeunes qui s'insoumettent le font parce qu'ils se sentent appartenir au peuple basque ; ils ne veulent surtout pas renforcer les rangs de l'armée qui est en situation de quasi-occupation en Pays Basque. D'autre part, il est difficile d'analyser une situation politique quand nous ne sommes pas sur le terrain, et c'est ce qui est le cas en Pays Basque. Mais les débats ne sont pas fermés. Nous continuons à discuter, en participant au collectif de soutien à Kittu sur Bordeaux.

Aujourd'hui, la situation est la suivante : la tendance libertaire ne se sent pas en mesure de proposer une alternative à la dynamique nationaliste basque, car cette dernière propose déjà des alternatives radicales et anticapitalistes.

Bien sûr, le débat n'est pas nouveau mais nous pensons qu'il est important d'y participer pour y faire entendre nos idées.

RÉMI  
(gr. Emma-Goldman - Bordeaux)

(1) A l'heure où nous bouclons, nous venons d'apprendre que la revue *Embata* et le militant de Herri Aren Alde ont été condamnés respectivement à 150 000 F d'amende et de dommages et intérêts pour diffamation GALeuse. Comme nous le pressentions, la justice ne veut pas régler les problèmes de l'époque noire du GAL où 25 personnes ont été tuées. Affaire à suivre.

(2) *Abertzale* : militant nationaliste basque.

**TOURS**  
CONCERT CONTRE  
LA VENUE DU PAPE  
samedi 20 avril - 20 h  
salle des fêtes de Ste-Radegonde  
avec BLUE SOCIÉTÉ  
NEGATIVE CREEP  
(+ invités surprise).

Entrée : 50 F (chômeurs... : 40 F).

Organisateurs : le Collectif contre la venue du pape à Tours et la Libre Pensée.

## BILLET D'HUMEUR

### Comment ça va la santé ?

Les malades du sida n'auront finalement pas droit à cette sympathique tombola imaginée par quelques sombres crétins — dont le cynisme le dispute à la dégueulasserie — afin de déterminer les heureux bénéficiaires des *tribéropies* sensées améliorer l'état de santé des malades.

Il y en avait pourtant de l'idée dans ces petites têtes salopardes qui n'avaient en fait comme seul but que d'animer de la façon la plus joviale qui soit les derniers jours de ces pauvres malades en proposant ce jeu aux règles ma foi fort simples : « Une chance au grattage, la mort au tirage ».

Mais voilà, cette tombola qui avait un arrière-goût de roulette russe a suscité un sacré tollé. Des vrais indignations sincères, en premier lieu bien sûr, celles des personnes directement concernées, et celles aussi de ceux qui ont encore un brin d'humanisme et d'humanité dans cette époque plutôt

vacharde. Et évidemment, les déclarations dégoûtantes d'hypocrisie des inévitables politiciens qui se foutent vraiment de notre gueule, sur le problème du sida comme sur le reste.

Comme chacun d'entre nous, comme beaucoup trop d'entre nous ai-je envie de dire, je vois les dégâts de cette putain de maladie. J'ai vu un copain en crever. Je pense à cette amie qui se débat avec ce mal implacable qui la bouffe de l'intérieur et j'imagine leur rage à tous, victimes de cet épouvantable cancer, quand ils ont pris comme une claque dans la gueule cette information terrible.

Mais dans cette polémique qui reflète assez bien la puanteur de cette société inhumaine dans laquelle nous vivons et dans laquelle d'autres survivent, ce qu'il y a d'aussi révoltant que cette idée de tombola morbide, c'est bien l'hypocrisie des

hommes politiques. Car enfin, quel est celui qui s'est vraiment défoncé contre le sida et qui a donné les vrais moyens d'éradiquer cette saloperie ?

Je n'en ai pas entendu un seul pour dire que le fric des essais nucléaires dans le Pacifique aurait mieux fait d'aller à la recherche médicale et qu'il serait plus humain de financer des chercheurs, des médecins ou des médicaments plutôt que d'entretenir une armée de merde.

La vie des malades du sida (des drogués, des pédés, des infidèles, des pécheurs, des empêcheurs de tourner en rond...) ne vaut rien — vraiment rien — pour ces salauds. Juste quelques déclarations de bonnes intentions quand cela les arrange. Et quelques pleurnicheries et indignations bien médiatiques quand ils ne peuvent pas faire autrement.

PASCAL DIDIER

## RENDEZ-VOUS

### PARIS

Du 24 avril au 7 mai, un cycle de films sur l'Espagne et sa révolution de 1936 se déroulera au cinéma *L'Entrepôt*, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, 75014. Radio Libertaire et le *Monde libertaire* y participeront et impulseront des débats.

### NÎMES

Le groupe du Gard organise, le samedi 27 avril, à 15 h, en salle *Auditorium du Centre Pablo-Neruda*, une conférence sur le thème : « Le travail : réflexion et intervention anarchistes », avec Paul Boino et Jérôme Jovenet de la FA de Lyon.

### MONTOIRE (LOIR-ET-CHER)

Le samedi 20 avril, à 15 h, une rencontre libertaire FA aura lieu, à l'initiative du groupe du Val-de-Loir et de la liaison Le Loir (de la Sarthe), au café-brasserie « La Paix », place Clemenceau, à Montoire, sur le thème : « Quel possibilisme libertaire ? ».

### PARIS

Le groupe de La Villette organise une réunion-débat, le vendredi 26 avril, à 20 h, sur le thème : « La laïcité en question ». Cette réunion aura lieu à L'Usine, 102, boulevard de la Villette (M<sup>o</sup> Belleville), 75019 Paris.

### SAINT-BRIEUC

L'Union régionale Bretagne de la FA organise à Saint-Brieuc, le lundi 29 avril, à 20 h 30, à la MJC du Plateau, 1, avenue Antoine-Mazier, une réunion-débat sur le thème : « L'anarchisme aujourd'hui ».

## ASSOCIATIONS

### PARIS : DÉBATS A - LA BONNE DESCENTE

• Jeudi 18 avril, 20 h : Après l'occupation de l'église Saint-Ambroise et du gymnase Japy, débat contre la « fermeture des frontières », avec Mamadou Dia, animateur de la revue *le Séminole*.

• Vendredi 19 avril, 20 h : vidéo-débat antinucléaire sur le thème : « Superphénix, histoire folle d'un monstre ».

• *La Bonne Descente*, 64, rue Rébeval (M<sup>o</sup> Belleville), 75019 Paris.

### PARIS : UNIVERSITÉ POPULAIRE DE SAINT-BLAISE

L'association « Un Poumon pour Saint-Blaise » organise une université populaire, à partir de 20 h, au 6, square des Cardeurs, 75020 Paris. Tél. : 40.09.17.73 (permanence entre 17 h et 19 h) Dans les prochains jours, il sera question :

— jeudi 18 avril : « Rénovations, réappropriations : les lieux de vie contre la spéculation immobilière », avec Paco et Manu ;

— vendredi 19 avril : « La conduite de la guerre révolutionnaire pendant la Commune », avec Roger-Claude Lemoine ;

— samedi 20 avril : « Les peintres et le

monde du travail au XIX<sup>e</sup> siècle », avec Mathieu Castelli.

Renseignements : librairie « Lignes d'Outrance », 1, place des Grés, 75020 Paris. Tél. : 46.59.01.67.

### MARSEILLE : REPAS VÉGÉTARIEN

Le samedi 20 avril, à partir de 13 h, le collectif libertaire « Dissensus » vous convie à un repas végétarien (prix libre) au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.

### TOURNAI (BELGIQUE) : CONFÉRENCE ANTIFASCISTE DU GROUPE « PLEIN LA VIE »

Le groupe anti-autoritaire « Plein la Vie » de Tournai vous invite, le samedi 20 avril, à 18 h, à une présentation du Front antifasciste, à la Maison de la Culture.

Pour de plus amples renseignements, écrivez à : Groupe Plein la Vie c/o Jean Delaunoy, 13, placette aux Oignons, 7500 Tournai (Belgique).

### LYON : MANIF ANTI-NUCLÉAIRE

« Les Européens contre Superphénix » organisent un rassemblement antinucléaire le samedi 27 avril, à 15 h, place Bellecour,

sur le thème : « Tchernobyl, Superphénix, dix ans, ça suffit ! ».

• *Les Européens contre Superphénix*, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon. Tél. : 78.28.29.22. Fax : 72.07.70.04.

### NORD / PAS-DE-CALAIS : IMPLANTATIONS CNT-AIT

La CNT-AIT s'implante dans le département du Pas-de-Calais, à Arras, Calais et Lens. Elle s'implante notamment dans le secteur hospitalier à Calais (Pas-de-Calais), mais aussi au CROU et au CRDP (Nord).

CNT-AIT, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

### IVRY-SUR-SEINE : « QUELLE SOCIÉTÉ POUR DEMAIN ? »

L'association « Les Amis de Louise-Michel du Val-de-Marne », avec la participation du groupe Etoile Noire de la FA, organise le dimanche 28 avril, de 11 h à 20 h, en salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just (M<sup>o</sup> Mairie-Ivry), à Ivry, une réunion-débat sur le thème : « Quelle société pour demain ? ».

Avec la participation de militants syndicaux FO, CGT, CFDT, FEN, FSU, CNT, CRC,

SUD... ; d'acteurs sociaux et de militants associatifs (Radio Cartable, CADAC, APEIS, AC) et de témoins sur les luttes sociales en Espagne il y a 60 ans.

Avec la projection de la vidéo-diaporama *Espagne 36*.

Thèmes proposés pour le débat : *Un bilan des luttes sociales depuis novembre 1995 ; Les propositions des anarchistes et des anarcho-sindicalistes et Les solutions du communisme libertaire*.

Programme : 11 h : accueil, table de presse ; 13 h : buffet frugal ; 15 h : réunion-débat ; 16 h 30 : pause ; 16 h 45 : reprise de la réunion-débat ; 18 h : spectacle (sous réserve) avec Les Chanteurs Livreurs.

### CORBEIL : RÉUNION-DÉBAT CNT-AIT

Le syndicat CNT-Essonne organise une réunion-débat sur le thème de l'« anarcho-sindicalisme », le samedi 20 avril, de 14 h 30 à 19 h 30, à la Bourse du Travail, rue Emile-Zola (près de la gare de Corbeil). Il y sera évoqué et débattu des bases de l'organisation syndicale, du dernier mouvement social, des luttes à venir.

CNT-Essonne, BP 46, 91103 Corbeil cedex.

DU RÔLE GESTIONNAIRE DE L'ÉTAT-NATION

# De l'internationalisation vers la mondialisation

Voici le premier article d'une série de trois, centrés autour de la question de l'Etat. Suivront « Le réformisme dans l'impasse : de l'Etat-providence à la démocratie » et « Le tiers-mondisme : une critique politique ».

LES TERMES d'« internationalisation » et de « mondialisation » sont souvent confondus et utilisés indifféremment. Ils recouvrent pourtant deux réalités distinctes. L'internationalisation désigne l'existence de relations entre les différentes économies nationales. Au contraire, la mondialisation indique la constitution d'un système capitaliste globalisé à l'échelle planétaire.

En tant que telle, l'internationalisation est un phénomène banal. Par contre, la mondialisation impliquerait un changement qualitatif affectant le fonctionnement et en s'appuyant sur les Etats-nations. Le renforcement du rôle économique de l'Etat semblait même constituer une tendance lourde depuis des décennies.

Aujourd'hui, le processus de mondialisation semble s'affirmer. Il mérite que l'on s'y intéresse car une telle évolution n'est pas sans conséquences politiques. Elle remet en cause une des fonctions essentielles de l'Etat-nation.

## Le capitalisme de l'Etat

Dans *L'économie mondiale et l'impérialisme* (écrit en 1915), Boukharine développe une analyse originale et souvent pertinente. Frappé par l'importance prise par l'Etat dans le fonctionnement de l'économie de guerre, il se penche sur le renforcement de son rôle dans le cadre des mutations du capitalisme.

Pour lui, l'économie mondiale de son époque est caractérisée par un double mouvement contradictoire. D'un côté, le processus de « nationalisation du capital » se manifeste à travers la concentration et la centralisation dans les divers pays. La limite de ce mouvement

consisterait dans l'avènement de formes économiques voisines du capitalisme d'Etat. D'un autre côté, l'« internationalisation du capital » s'approfondit à travers de nouvelles formes qui dépassent le cadre national. La concurrence et les conflits capitalistes tendent à être transposés à l'échelle internationale.

Pendant plusieurs décennies, le premier mouvement semble prévaloir. En URSS, la bureaucratie soviétique impose une forme achevée de capitalisme d'Etat. La grande dépression des années 30 donne une nouvelle impulsion à la tendance à la « nationalisation du capital ». En Allemagne ou en Italie, les dictatures fascistes renforcent la concentration, recherchent l'autarcie économique et mettent en place une forme d'économie dirigée. Aux Etats-Unis, le « New Deal » de Roosevelt développe l'intervention de l'Etat dans le domaine économique (grands travaux, politique budgétaire délibérément inflationniste).

Pendant la crise des années 30, le commerce mondial chuta. Au niveau de la production, l'internationalisation n'était une réalité que pour chaque Etat impérialiste pris séparément dans le cadre de sa zone d'influence ou de son empire colonial.

Après la Seconde Guerre mondiale, la tendance au capitalisme d'Etat continue à se manifester. Le modèle soviétique se répand en Chine, en Europe de l'Est. La plupart des « luttes de libération nationale » sont porteuses de projets « socialistes », inspirés du capitalisme d'Etat stalinien. En Europe occidentale, l'Etat procède à des nationalisations et s'attelle à la remise en route de la production. Parallèlement, « l'Etat-providence » se met en place.

Du côté de l'internationalisation, l'URSS persévère dans la voie des années 30. Elle contraindrait les Etats satellites d'Europe

de l'Est à réorienter leur commerce et s'efforça d'intégrer ces économies dans le cadre du COMECON. De même, des capitalismes émergents, comme le Brésil ou l'Argentine, adoptèrent une politique dite de « substitution des importations », privilégiant un développement auto-centré.

Au contraire, les anciennes puissances industrielles développèrent, entre elles, les flux d'échanges économiques. En raison de ce phénomène, le taux de croissance du commerce mondial atteignit le double de celui de la production. Equivalent à 23 milliards de dollars en 1948, les exportations mondiales atteignent 238 milliards vingt ans plus tard, soit l'équivalent d'une multiplication par près de 4 des échanges de marchandises exprimés en volume. Dans les secteurs économiques clés, les firmes multinationales étendent leur influence, contrôlant à la fois les investissements, la production et la vente dans de nombreux pays. Pouvant jouer sur les différentiels des coûts et de productivité à l'échelle internationale, ces multinationales étendent leur domination dans les secteurs en pointe technologiquement (pétrochimie, informatique, électronique, automobile). Cette croissance rapide du commerce et des multinationales provoque le développement massif, à la fin des années 60 et 70, de gigantesques capitaux financiers échappant au contrôle des Etats, les eurodevises.

Au milieu des années 70, la plus longue période de forte croissance dans toute l'histoire du capitalisme se termine. Ce contexte exacerbe la concurrence. Mais, contrairement aux années 30, l'intégration économique est devenue trop forte pour que le repli national paraisse pouvoir être une solution viable pour le capitalisme. Au contraire, l'internationalisation s'approfondit. Le degré

d'ouverture de l'économie mondiale, représenté par le poids des exportations mondiales dans le produit intérieur brut, s'est ainsi trouvé quasiment multiplié par 2 en l'espace de deux décennies pour atteindre pour atteindre 15% en 1990. Pour la France, il est passé dans la même période de 10 à 26%.

Pour y faire face, la réduction des coûts et l'accroissement de la productivité deviennent plus que jamais des impératifs. Dans ce contexte, le renouveau libéral incarné par Thatcher ou Reagan n'est pas qu'une question de phraséologie. Il augure une généralisation des politiques visant à déréglementer le marché du travail et à démanteler l'Etat-providence.

D'un point de vue capitaliste, rester à l'écart de ce processus d'intégration mondiale de l'économie implique un retard cumulatif de plus en plus important en termes de productivité de l'appareil de production. C'est certainement l'explication première de la tentative d'autoréforme de la bureaucratie soviétique, la pérestroïka. Le capitalisme d'Etat, en tant que modèle économique de développement, a fait son temps.

## L'Etat gère

Dans une note, Boukharine relève que la constitution de consortiums multinationaux sera la seule force économique capitaliste susceptible de s'opposer à l'accroissement de l'influence économique de l'Etat. En effet, la marge de manœuvre des Etats en terme de politique économique est aujourd'hui devenue limitée. En grossissant un peu le trait, on pourrait dire que les marchés commandent et l'Etat se contente de gérer. Dans ce domaine, les instruments, traditionnels dans les années 50 et 60, que constituaient la politique monétaire et la

politique budgétaire ne sont plus véritablement opérants. C'est d'ailleurs ce qui explique fondamentalement le caractère uniforme des « thérapies » économiques appliquées aux quatre coins de la planète depuis quinze ans.

Pour l'Etat, les taux d'intérêts ne sont plus un levier permettant réellement de jouer sur l'investissement. Ils servent aujourd'hui essentiellement à garantir les parités monétaires (par exemple, des taux d'intérêt qui baissent en France font fuir les détenteurs de capitaux qui échangent alors leurs francs contre des devises, ce qui a pour effet d'affaiblir le franc). Les flux gigantesques évoluant sur les marchés financiers sont tels que les banques centrales sont incapables de faire face aux mouvements spéculatifs.

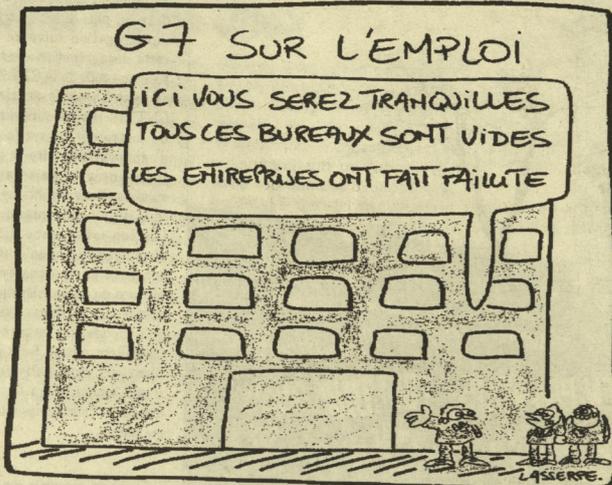
Dans le domaine budgétaire, c'est tout aussi clair. Au-delà de considérations conjoncturelles, l'échec de la politique de relance keynésienne menée en France par le gouvernement socialo-communiste en 1981-1982 illustre. Creuser le déficit budgétaire pour accroître la demande dans des économies dont l'ouverture internationale est très importante ne permet pas de relancer la production nationale, mais creuse au contraire le déficit commercial en favorisant les importations.

Notre volonté est de souligner la nature du processus en cours. Cette mondialisation doit être comprise comme un processus et non comme un fait. Aujourd'hui, l'économie mondiale n'est pas entièrement globalisée. Elle est principalement structurée autour de trois pôles (Amérique du nord, Union européenne, Japon / Asie du sud-est) relativement intégrés ; plus de la moitié du commerce international est destiné aux échanges internes à ces trois pôles. La rivalité qui peut les opposer est réelle mais relative dans le sens où chacun de ces blocs régionaux est le partenaire privilégié des deux autres. Le terme de transnationalisation semble d'ailleurs plus adapté que celui de mondialisation. Dans les mutations actuelles du capitalisme, c'est le dépassement de l'Etat-nation qui paraît déterminant.

Cet Etat « gestionnaire » plutôt que « décideur » n'en est pas affaibli pour autant. En France, les dépenses de l'Etat et des collectivités locales représentaient en 1872 seulement 11% des richesses créées. Aujourd'hui, les prélèvements obligatoires en représentent près de la moitié.

L'Etat s'adapte. La misère se développe ; il répond par le contrôle social. En cas de révolte ou de révolution, l'Etat reste « le détenteur du monopole de la contrainte physique légitime ».

PATRICK  
(gr. Durruti - Lyon)



FORUM de la LIBRAIRIE  
du MONDE LIBERTAIRE  
vendredi 19 avril  
19 h 30  
avec LOUIS ARTI  
autour de son roman  
autobiographique  
« EL HALIA »  
(éditions Comp'act - 95 F)

APRÈS LE MOUVEMENT DE NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1995

# Une nouvelle donne syndicale

LES RÉCENTS événements syndicaux méritent qu'on les observe avec attention.

L'évolution du syndicalisme dans le nettoyage du métro parisien n'est pas la moins importante des nouveautés. Durant les premiers mois de la présente année, le syndicat des transports de la CNT s'est renforcé de manière significative dans ce secteur, confirmant sa progression constante parmi les 1.500 ouvriers qui y travaillent — 1.200 titulaires et 300 intérimaires.

La singularité principale du nettoyage ferroviaire réside dans le fait qu'il est structuré par des sociétés de sous-traitance, qui proposent concurrentiellement leurs services à la RATP. Cette pratique organise la réduction des coûts — pour un même service, chacune des sociétés en concurrence essaie sans cesse de proposer un prix plus bas afin de rafler le marché... La convention collective, en revanche, grâce aux acquis des luttes précédentes, garantit aux travailleurs, lorsqu'ils changent d'employeurs parce que la RATP a choisi de soumissionner avec une nouvelle société, le maintien de leur contrat de travail (salaire, prime, ancienneté, conditions de travail, etc.). Les sociétés de sous-traitance, bien sûr, tentent en permanence de réduire ces garanties et les rémunérations, en particulier en essayant d'accroître la productivité par ouvrier.

## Reprise en main du syndicat et abandon des syndiqués

Ainsi, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, plusieurs centaines d'ouvriers de la Comatec passent sous la juridiction de nouveaux employeurs. Neuf d'entre eux se retrouvent chez Penauille, une boîte à mauvaise réputation, qui leur annonce que, pour la même quantité de travail effectuée auparavant, ils ne seront plus payés 7 h 80 mais 5 heures ! Leur syndicat, la CFDT, auquel se sont adressés les délégués de la Comatec afin de préparer une riposte, hésite, envisage une procédure juridique, s'interroge pour savoir s'il ne serait pas plus sage d'accepter, bref, tergiverse. Les délégués contactent la section CNT, qui alerte immédiatement l'inspecteur du travail. L'employeur, Penauille, tente alors un coup de force : il déclare les neuf personnes « hors circuit » et essaie de faire effectuer leur travail par d'autres salariés... Immédiatement, la section

**PARIS**  
dimanche 28 avril - 17 h  
lundi 29 avril - 20 h 30  
**THÉOPHILE**  
(animateur des « Chroniques de l'ozone », sur Radio Libertaire)  
et **TONIO GÉMÈME**  
se donnent en spectacle au **THÉÂTRE du TOURTOUR**  
20, rue Quincampoix, 4<sup>e</sup> arr.  
Entrée : 60 F.



Banderoles CNT lors du mouvement social de décembre 1995.

CNT intervient sur le chantier pour s'opposer au changement de personnel. Le lendemain, Penauille déclare qu'il abandonne le contrat — qui est repris par une autre société, laquelle garantit qu'elle respectera les contrats antérieurs et la convention collective.

Cet incident, vite réglé à la satisfaction des travailleurs concernés, déclenche l'explosion de la section CFDT-Comatec : deux délégués passent à la CGT et neuf à la CNT, dont le délégué syndical. Actuellement, ils font le tour des chantiers pour exposer la situation et expliquer leur décision; de cent adhérents, la section CNT pourrait grossir à trois cents ou trois cent cinquante syndiqués. La section CFDT avait, en effet, une forte implantation, due aux grèves dures qu'elle avait animées dans les années précédentes, orientation qu'elle ne pouvait plus suivre depuis que le syndicat CFDT-RATP a été repris en main par des militants du courant Notat.

Quelques jours plus tard, aux élections professionnelles d'Onet, la CNT accroît son score de 8% et obtient 20% des suffrages, avec un délégué du personnel et un au comité d'entreprise (le syndicat CGT — de la fédération des Ports et Docks — voit son score se réduire de 35 à 25% et FO, section nouvellement créée, obtient 38% des voix). Ce score électoral, plutôt positif, n'est pas essentiel pour les militants de la CNT nettoyage et ne détermine pas l'orientation de l'action syndicale : il permet aux militants d'apparaître dans l'entreprise sous leur sigle et d'utiliser des heures de délégation

pour visiter les divers chantiers et discuter des conditions de travail et des revendications avec les travailleurs et les syndiqués; et il donne le moyen de contrôler l'affectation des fonds du CE et de vérifier si la direction ne cherche pas à « acheter » des élus par des avantages divers, l'octroi d'un appartement, par exemple.

Ce qui est déterminant, c'est l'implantation qui augmente, nombre de sections syndicales passant à la CNT, et qui ouvre la perspective de pouvoir créer, sur tout le secteur, un rapport de forces réel capable de s'opposer aux attaques patronales.

Sans doute, ces résultats sont le fruit d'une longue et aride lutte syndicale que la CNT mène, depuis une dizaine d'années, pour s'implanter dans le nettoyage. Mais on peut se demander pourquoi aujourd'hui cette implantation est en passe de devenir, en adhérents, en militants, en force syndicale réelle, la plus importante.

## Un syndicalisme de classe

Une première réponse est évidente parce qu'elle relève de la conjonction : l'orientation de la direction actuelle de la CFDT et de ses relais dans les diverses structures de la confédération du boulevard de Belleville a pour résultat de détruire ou d'expulser peu à peu tous les secteurs combattifs voire même simplement syndicalistes qui y demeurent encore, le mot syndicaliste étant entendu dans son acception courante de défense des intérêts

matériels et moraux des travailleurs. Sera-t-il plus difficile de répondre à l'interrogation suivante : pourquoi cette désagrégation s'est-elle effectuée au profit de la CNT ? Non, si on se cantonne à l'essentiel; dans la CNT, les travailleurs du nettoyage du métro ont trouvé la possibilité d'agir pour défendre et promouvoir leurs intérêts de salariés, leurs salaires, leurs conditions de travail, leur dignité et, quand l'heure de l'action est venue, ils ont pu s'appuyer sur la solidarité active, concrète des autres syndicats et sections de la confédération. La CNT s'est implantée dans ce secteur parce qu'à travers elle les personnes qui y travaillent ont pu faire du syndicalisme, un syndicalisme de classe résolu, indépendant du patronat et axé sur la défense des intérêts de ses mandants.

## Une donne sociale nouvelle

Le secteur du nettoyage du métro représente sans doute une des meilleures illustrations de l'évolution actuelle de la situation sociale, du renouveau de la combativité et de la volonté de résistance; il est exemplaire parce qu'il a su s'organiser et s'opposer au patronat bien qu'il cumule les difficultés plus grandes du secteur privé et de l'industrie de main-d'œuvre immigrée.

Il n'est pourtant pas le seul. Beaucoup d'organisations syndicales d'entreprises et locales, de militants prennent, depuis le mouvement de grève de cet automne, la décision de quitter les syndicats dits représentatifs pour commencer à construire des organisations plus légères, plus proches des travailleurs du rang, dans le public, chez les cheminots, dans l'enseignement, et beaucoup s'interrogent dans le privé, aux métaux, dans la chimie. La plupart viennent de la CFDT, mais pas seulement; à Nancy, par exemple, des militants de la CGT du tri postal envisagent d'adhérer à la CNT.

Ces départs ne sont pas réellement concertés; certains groupes politiques, peu en fait, les appuient; d'autres, au contraire, s'y opposent de toutes leurs forces. On sait, pour ne citer qu'un seul exemple, bien attristant d'ailleurs, que la direction de la fédération des cheminots CFDT, bastion de l'opposition à Notat et dont un nombre non négligeable de militants sont membres de la LCR, attaque en justice les syndicats SUD-cheminots, leurs anciens bons camarades de la Gauche syndicale, pour non-représentativité. (Il n'est pas sans intérêt, à ce propos, de prêter attention à l'évolution des relations entre l'Alternative libertaire (1) et la LCR; naguère, la première laissait dire par la seconde qu'elle était son « partenaire politique privilégié », ce qui n'est plus tout à fait vrai, d'autant que des militants des deux groupes occupent des postes de responsabilité dans SUD-PTT...) Dans le plus grand nombre de cas, les départs correspondent à

un ultime refus, une dernière indignation, un ras-le-bol définitif après que le militant aura rongé son frein pendant des années, au nom de l'unité et de l'intérêt des travailleurs.

Tous ensemble, ces nouveaux syndicats représentent-ils un élément qui rénove, qui modifie le rapport de forces ? Dans certains secteurs, sans aucun doute. Se dessinerait-il la possibilité, à moyen terme, d'une situation où, à côté des centrales négociatrices, apparaissent de nouvelles organisations ?

## Opposition politique ou opposition sociale ?

Durant le mouvement de novembre et décembre derniers, une situation quelque peu nouvelle était apparue. Le mouvement social occupait la scène publique, tant dans les rues et les entreprises que dans les médias; les partis politiques, la médiation politique s'étaient effacées, laissant face à face la direction de l'appareil d'Etat et une partie importante de la population mobilisée par les grèves et les manifestations, situation bien périlleuse pour ceux dont la tâche consiste à gérer la société de classes. La représentation sociale, notamment les syndicats représentatifs, s'était divisée en deux, ceux qui s'étaient ralliés à l'Etat et ceux qui avaient jugé que cette grande contestation correspondait à leurs intérêts.

Il serait sans doute bien illusoire de penser qu'une telle conjoncture va perdurer. Ce qu'il est convenu d'appeler « les forces de gauche » se concertent, depuis quelque temps déjà, pour dériver cette protestation vers la ô combien fumeuse solution politique à la crise, avec l'objectif de récupérer toute cette agitation lors des prochaines élections législatives. Le récent meeting unitaire de la gauche — Verts, PS, PCF, LCR — n'a pas d'autre signification : il est temps pour les militants responsables de passer de la rue aux urnes. Et le numéro de trapèze d'Alain Krivine durant cette réunion ne change rien à la signification profonde des embrassades réformistes : les militants appliqueront la ligne !

Il serait tout aussi illusoire de croire que cette resucée de l'union de la gauche sera sans conséquence dans le mouvement syndical. Y compris dans les nouveaux syndicats.

Imaginons pourtant qu'aux côtés des « gros » syndicats, les premiers, ceux qui se sont déjà ralliés à l'Etat et qui ne demandent que des subventions, ou les autres, ceux qui finiront par accepter l'orientation de la médiation politique, parce qu'il n'y aurait pas, prétendent-ils, d'autre solution, un nouvel ensemble se structure, offensif, fermement décidé à refuser les sacrifices et la pensée unique. Ne serait-ce pas à cela que nous devrions travailler, camarades ?

JACQUES TOUBLET

(1) A ne pas confondre avec nos compagnons de l'Alternative libertaire bruxelloise.

Enfin un... un « de... budget... une ép... réalis... plus so... un, le p... Un esp... Pays B...

Le jeune... bien. Jua... Bajo Ull... Papillon, r... deuxième... Muerta, ur... élégante... capte, en... mouve... obscurs in... scénaristes... frère Eduar... procédés na... — unité de... pour créer... chient qua... d'une impo... bandit ultra... Française o... handicapée... mière. Li o... excellents... déséquilib... passions s... désespoir... repères, où... de la crain... êtres qui ont... leur « quoti... bouleversé... Alvarez, réa... mance dans... capée, Silv... rayonne litté... l'« innocen... compagne M... remettre en... détruire, ou... Le criminel... cette dou...

JEA... à la M... de... à part... (pour 16... du mar...

(relâche... le sar... 25-29... (M° R... Ent... Réservatio...

RADIO LIB... L'équip... ITINÉRAI... de... « Chroni... le san... à...

Ciné sélection

« La Madre Muerta »  
de « Juanma » Bajo Ulloa

Enfin une bonne nouvelle : un « deuxième film » à petit budget, un événement à une époque où les jeunes réalisateurs réalisent le plus souvent deux films en un, le premier et le dernier. Un espoir qui nous vient du Pays Basque.

Le jeune cinéma basque se porte bien. Juan Emmanuel « Juanma » Bajo Ulloa, auteur des *Ailes de Papillon*, réalise à l'âge de 25 ans son deuxième long métrage, *La Madre Muerta*, un film vigoureux à l'écriture élégante : la caméra, dynamique capte, en d'amples sobres et fluides mouvements, de somptueux clairs obscurs inspirés de Caravage. Les scénaristes, Juanma lui-même et son frère Eduardo Bajo Ulloa, utilisent un procédé narratif d'un pur classicisme — unité de lieu, de temps, d'action — pour créer un huis clos où s'entredéchirent quatre personnages en quête d'une impossible communication : un bandit ultra violent, sa compagne (une Française désaxée), une adolescente handicapée mentale et une jeune infirmière. Lio et Karra Elejalde, tous deux excellents, campent un couple déséquilibré, écorché, dont les passions s'exacerbent au-delà du désespoir, dans un monde sans repères, où seule subsiste l'empreinte de la crainte religieuse. Ces deux êtres qui ont largué les amares voient leur « quotidien de la folie ordinaire » bouleversé par l'Innocence. Ana Alvarez, réalise une véritable performance dans le rôle de la jeune handicapée. Silvia Marso, l'infirmière, rayonne littéralement. Confrontés à l'« innocence absolue », Ismael et sa compagne Maïté « ne peuvent que la remettre en question, essayer de la détruire, ou l'accepter et se détruire. Le criminel Ismael est le cobaye de cette douloureuse expérience

humaine. » (1) L'angoisse culmine dans des spasmes de dégoût, d'extase. La détresse intérieure ne peut plus s'exprimer que par la violence physique. Erotisme, violence, mort s'entrecroisent pour tisser un univers morbide dont la poésie de l'extrême n'est pas sans évoquer Georges Bataille : une *Histoire de l'Œil* contée dans un style nouvelle vague qui ne dédaigne pas un clin d'œil à Truffaut. A la pointe du malsain, surgit la tendresse. Point n'est ici question de références volontaires. Il s'agit de « Rencontres », de ce Hasard célébré par Duchamp. L'auteur procède par création brute, urgente. Les personnages sont ces excroissances de

l'Etre que seules Breton reconnaissait comme actes de création authentiques. Laissons le mot de la fin au réalisateur qui confie : « Si j'en avais le courage, je n'écrirais pas une ligne et je ne donnerais pas non plus une seule explication de ce qui est déjà expliqué ; je fuirais les microphones et les calepins et je me consacrerai à savoir si ce qui a été dit correspond à ce qui aurait dû l'être, et s'il y a lieu de rajouter quelque chose qui aurait été oublié. » (2)

MICHÈLE ROLLIN

(1) et (2) Juanma Bajo Ulloa : *Quelques mots du réalisateur*.  
• La sortie en salle s'est faite le 3 avril.

Quelques mots du réalisateur pour le Monde libertaire

**Le Monde libertaire** : Y a-t-il une référence dans votre film à Georges Bataille ?

**Bajo Ulloa** : Croyez que je le regrette, mais j'ai vu très peu de films...

**ML** : Bataille n'est pas un réalisateur, c'est un écrivain français du XX<sup>e</sup> siècle, mais on peut parler de Truffaut, puisque Ismael et Maïté vont voir un de ses films, dont le titre n'est pas précisé. A quelle ou quelles œuvres de Truffaut pensiez-vous ?

**B.U.** : Je n'ai vu qu'un film de Truffaut, *La nuit américaine*. Je n'ai jamais vu de films en entier lorsque j'étais enfant et je n'ai pas cette base culturelle. Les films, je les regardais par le trou de la serrure, alors je ne voyais pas tout, et ce que je ne voyais pas, je l'imaginai. C'est comme cela que j'ai commencé à inventer des histoires.

Les critiques m'interrogent toujours sur mes références et je suis toujours très intéressé par ce qu'ils voient dans mes films. Lorsque j'écris, c'est un peu comme si je me déshabillais, comme une thérapie, les personnages, ce n'est pas moi, mais c'est une partie de moi, et je ressens chacun de ces personnages, sinon je ne pourrais pas écrire. Pour mon premier film, c'était un dialogue impossible entre une mère et sa fille. Bon, je n'ai pas d'enfant, et je ne suis pas une mère. Je ne suis pas non plus le criminel Ismael, mais je le ressens. Je suis toujours émerveillé lorsque les gens me disent ce qu'ils ont vu dans mes films. Je fais le film, et les gens peuvent y mettre ce qu'ils veulent d'eux-mêmes.

Interview : M. R.

« Drogues : le débat censuré. Libertés individuelles contre logiques d'Etat »

Régis Balry - éditions du Monde Libertaire

Comme l'enfer, la drogue c'est toujours les autres. A telle enseigne que l'abruti aviné, l'enfumeur goudronné, l'avachi télévisé, l'ahuri laborisé, le paumé héroïnisé, les gardes-chiourme en képi ou en blouse blanche de la fuite ordinaire et bien évidemment Monsieur Tout-le-Monde parlent toujours de la drogue au singulier alors que...

Dans ces conditions, rien de véritablement étonnant à ce que le débat sur « la » drogue se réduise à un affrontement bovin entre partisans et adversaires de certaines drogues, et dans le moins pire des cas au brouet rance d'un manichéisme.

Les révolutionnaires dénotent un peu dans ce tableau en braquant les projecteurs sur les causes politiques, économiques et sociales

d'une déchéance dont c'est peu dire qu'elle est largement orchestrée. Mais c'est par trop souvent sur le mode du moralisme qu'ils abordent ce problème qu'ils qualifient généralement de front de lutte secondaire (la mise bas du capitalisme et de l'Etat étant censée régler le problème).

A l'évidence la dimension « recherche de plaisir et besoin de fuite », qui est au cœur de la prise de drogues, leur fait peur dans la mesure où depuis l'aube des temps (et donc bien avant l'apparition du capitalisme et de l'Etat) elle semble coller à la peau de l'éternel humain.

Est-il besoin de le préciser, une telle approche des choses ne permet guère le débat, et c'est fort justement que Régis Balry parle, à ce propos, de débat censuré.

Pour lui, en effet, les drogues sont des invariants structurels de toute société humaine. Elles relèvent d'une recherche de plaisir de la vie et de la mort. Et si on peut penser qu'une révolution sociale réduira considérablement cette angoisse, il est évident qu'elle ne parviendra jamais à l'élimination complète. Inutile donc de s'enfermer dans l'impasse d'un faux débat entre partisans et adversaires d'un phénomène largement inéluctable. l'important étant à l'évidence de s'attacher à réduire les consommations et les dépendances, les nocivités... et d'apprendre à les gérer... et à les autogérer.

Pour tout cela, Régis Balry condamne résolument la prohibition, car elle entretient une mafia étatique et privée qui dynamise le marché, car elle marginalise les usagers (délinquance, prison...), car elle introduit des produits coupés encore plus toxiques, car elle empêche par le mensonge toute politique sérieuse d'information et de prévention... Et il se déclare partisan d'un système coopératif afin que les drogues ne puissent pas devenir un marché juteux, de

produits purs et de substitution avec une politique d'accompagnement et de soutien et d'un changement de société, car le système capitaliste une société de « consommation » et une société toxicomaniaque...

Comme on le voit, en osant regarder le problème des drogues les yeux dans les yeux, Régis Balry ne manque pas de courage. Mieux, ce faisant, il ouvre en grand la porte à un véritable débat de fond sur toutes les déviations passées, présentes... et à venir.

J.-M. RAYNAUD

N.B. : en vente à la librairie Publico au prix de 20 F (ajoutez 10% de frais de port).

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE samedi 20 avril - 16 h 30 avec RÉGIS BALRY autour de la brochure « Drogues, le débat censuré. Liberté individuelle et logique d'Etat »

Appel à souscription du groupe Puig-Antich (Perpignan)

Le groupe Puig-Antich va éditer aux éditions du Monde Libertaire les *Actes du colloque national sur l'anarchisme*, qui s'est déroulé du 1<sup>er</sup> au 4 novembre 1995 à Perpignan.

Ce livre, d'environ 150 pages, riche d'une douzaine d'interventions de militants et militantes libertaires sur tous les aspects de la vie sociale, économique, politique et culturelle, sera vendu 60 F, prix public (+ 5 F de frais de port).

Dès à présent, vous pouvez vous le procurer :

— en souscrivant pour le prix de 40 F (+ frais de port) ;

— en commandes groupées :

• à partir de 10 exemplaires : 30 F l'exemplaire (+ 25 F de frais de port) ;

• à partir de 20 exemplaires : 25 F l'exemplaire (+ 40 F de frais de port).

Pour passer vos commandes : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

Chèque à libeller à l'ordre de : CES.

CCP 3096 L Montpellier.

Éditions du groupe Maurice-Joyeux (Paris)

Déjà parus :

• *A la recherche de la laïcité égarée*, de Pierre-Valentin Berthier, 5 F.

• *Les anarchistes et l'organisation*, de Maurice Joyeux, 8 F.

• *L'humanisme libertaire*, de Gaston Leval, 20 F.

• *Les anarchistes. Ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas*, de Sébastien Faure, 7 F.

• *L'individualisme social*, de Charles-Auguste Bontemps, 15 F.

• *Les différents visages de l'anarchisme*, par Stephen Byington, Edward Carpenter, John Henry Mackay, Henry Semour, W. Owen, 16 F.

• *Qu'est-ce qu'un anarchiste ?*, d'Emile Armand, 8 F.

• *Petit manuel individualiste*, Han Ryner, 15 F.

• *Qu'est-ce que la propriété selon P.-J. Proudhon* (volet 1), de Rhillon, 10 F.

• *Réflexions sur l'individualisme*, de Manuel Devaldès, 15 F.

• *L'ABC de nos revendications individualistes anarchistes*, d'E. Armand, 7 F.

A paraître prochainement :

• *Ce que veulent les anarchistes*, de G. Thonar.

• *Le pacifisme libertaire*, de Pierre-Valentin Berthier.

• *Découverte de l'anarchisme*, de Louis Louvet.

• *Réflexions sur l'anarchisme*, d'A. Retter.

• *Elisée Reclus*, de Han Ryner.

• *La propriété et la liberté*, d'Edouard Rothen.

• *Individualisme et socialisme*, l'indispensable synthèse, de Pierre-Valentin Berthier.

• *Qu'est-ce que la propriété selon P.-J. Proudhon* (volets 2 et 3), de Rhillon.

• *Histoire de la Fédération anarchiste (1945-1965)*, de Maurice Joyeux.

• *Autorité, anti-étatisme*, de Voline.

Tous ces ouvrages sont en vente (ou seront vendus) à la **librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris**. Chèque à l'ordre de Publico. Pour toute commande, ajoutez 10% de frais de port.

Le Monde Libertaire a édité récemment un hors-série (4 pages) sur le mouvement social de novembre-décembre 1995.

Vous pouvez vous le procurer en écrivant à la **librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris**. Prix d'un exemplaire : 3 F. Prix à l'unité pour toute commande de dix exemplaires et plus : 1 F. Le port est compris.

JEAN GUIDONI à la Manufacture des Œillets à partir du 19 avril (pour 16 représentations) du mardi au samedi à 21 h (relâche exceptionnelle le samedi 27 avril) 25-29, rue Raspail (M<sup>o</sup> Mairie-d'Ivry ou RER gare d'Ivry). Entrée : 80 F. Réservations : 40.50.66.98.

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) L'équipe de la revue ITINÉRAIRE sera l'invitée de l'émission « Chroniques rebelles » le samedi 20 avril à 13 h 30

DES ANARCHISTES PRÉCURSEURS DE L'ÉCOLOGIE :

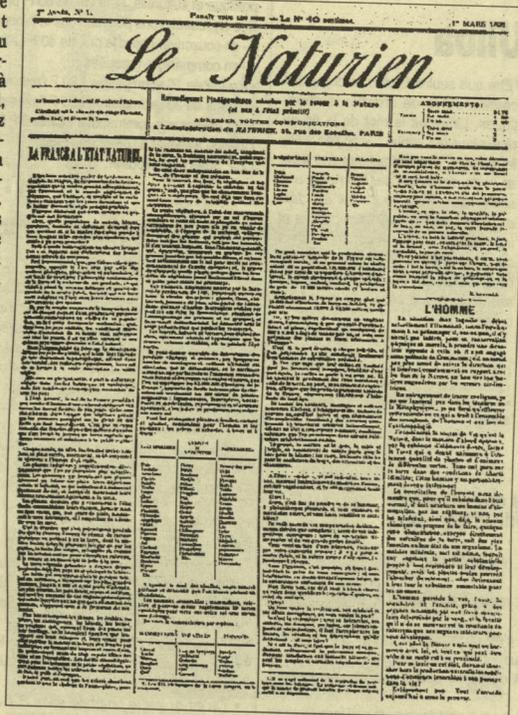
LES NATURIENS (1ère partie)

Les dérives politiciennes de l'écologie politique amènent actuellement une partie du mouvement libertaire à réinterpréter l'histoire de l'écologie et à lui découvrir, comme par hasard, une origine inavouable chez Pétain, voire chez les nazis (écofascisme). Ce point de vue a évidemment un seul but, déconstruire l'ensemble de ce courant. Celui-ci remet en cause bien des comportements et des modes de vie : sommes-nous prêts à abandonner le règne de « la marchandise » ? Cette approche de l'histoire d'un mouvement, pour mieux le combattre, rencontre l'assentiment de la majorité politique de l'écologie qui ne cherche guère à retrouver ses racines. L'écologie n'est pas née dans les années 70, pas plus qu'elle n'a été inventée par Pétain. Elle est une sorte d'antécédent d'un courant anticapitaliste, les naturopathes, apparu à la fin du siècle dernier chez les anarchistes. Cette filiation ne fait naturellement pas l'affaire des politiciens du parti Vert.

LA FIN DU XIX<sup>È</sup> SIÈCLE, en plein développement du système capitaliste, les naturopathes dénoncent la déforestation, le machinisme, la civilisation, la ville. Émergeant de l'anarchisme, ils s'en démarquent en condamnant la science, idolâtrée par la majorité du mouvement révolutionnaire.

Vers l'état naturel

Les naturopathes observent déjà les méfaits de la pollution industrielle : « L'air est empesté par les émanations chimiques, les fumées d'usine... L'eau est empoisonnée par les détritus des villes et la coulée des champs charrie l'infection. » (2) Pour eux, « tant que l'Artificiel établi pendant des siècles d'esclavage sera considéré comme base du système de vie, il y aura spoliation, sans parler de la dégradation toujours continue et aggravée de la Nature. » (3) L'Artificiel est le produit du « Progrès et (de) la Science dont l'un décapite, l'autre empoisonne lentement ou brutalement, (ils) n'ont jamais fait autant de bien à l'humanité qu'ils lui ont fait du mal, puisque le Progrès donne de plus en plus naissance à de nouvelles calamités et à de nouveaux engins meurtriers, soit en machinisme, soit en ustensiles de guerre, on lui adjoint la Science pour l'aider et il faut combattre les deux ensemble. » (4) « Ce que réclament les Naturopathes, ce sont les conditions naturelles de la Terre, conditions qui assureraient l'abri des êtres et des choses contre les éléments, qui donnaient la nourriture à tous par la production indigène, abondante et variée en chaque région, lesquelles ont été détruites ou tout au moins fortement endommagées au nom d'un Progrès purement nominatif et sous prétexte de Civilisation. » (5) « Les Naturopathes désirent le retour de la Terre à l'état Naturel, c'est-à-dire la vie naturelle sans culture, la nature



intégrale. » (6) L'agriculture est à l'origine de l'érosion : « La plaine déboisée a été convertie en champs de culture... La culture nécessite le labour, c'est-à-dire la désagrégation de la surface du sol. Lorsque surviennent les pluies ou la fonte des neiges, la terre imbibée se liquéfie et, comme tous les terrains sont en pente, elle s'écoule au ruisseau, à la rivière et au fleuve qui la jette à la mer... Aujourd'hui le sol dépourvu de son manteau de verdure est en contact immédiat avec le grand Foyer, les eaux tombant partout sur les parties nues s'écoulent avec rapidité, les parties humectées sont évaporées instantanément et la végétation grillée dépérit et languit misérablement. » (7) L'agriculture a eu également un autre rôle néfaste : « En remuant le sol avec la charrue, le réseau des racines formant feutre a été déchiré, la terre, matière friable, mise à nu. » (8) Ainsi, tout le lent travail d'élaboration de l'humus est mis à mal, « quel ne devait pas être la richesse et l'épaisseur de cette couche de matière abondant en phosphate et azote, formée par la chute des feuilles pendant des millions d'années. Et comme la surface était recouverte de plantes de toutes espèces dont les racines s'entremêlaient formant feutre, ce feutre maintenant la terre nourricière, et les pluies de l'équinoxe, les ondes d'orage et la fonte des neiges pouvaient s'écouler sur le sol sans en emporter une parcelle. » (9) « A l'état naturel la terre donnant en toutes régions une production spontanée assez abondante et variée pour que chacun y trouve gratuitement la satisfaction de ses besoins. » (10)

Mais l'homme ne sut se satisfaire de la cueillette des plantes indigènes,

il s'ingénia à acclimater, conserver et propager des plantes non-originaires. « Ce fut le début de la culture. L'homme dut entourer de soins spéciaux cette plante étrangère qui, débilite, eût succombé à l'état libre sous la puissante pression de la végétation originelle. Il dut lui préparer un sol particulier, l'abriter, la protéger de toutes façons ; en un mot, il lui consacra une part de son temps, c'est-à-dire de son indépendance... (il dut) solliciter le chasseur pour s'alimenter de viande, il donna une partie de sa récolte en échange. Le mal venait de naître avec la transaction, principe du commerce. » (11) « La civilisation, en contraignant l'individu à travailler pour pouvoir manger, commet un abus de pouvoir. Car tout être a le droit de vivre sans produire, tant qu'il se contente des produits naturels... Dans la nature tous les hommes sont libres et indépendants ; la propriété n'existe pas parce qu'on use des choses telles qu'elles sont sans leur faire subir aucune préparation, ni transformation... Seul le retour à naturel amènerait la suppression de la propriété. » (12)

Du milieu naturopathe...

Les naturopathes apparaissent en 1894 à Paris, dans le quartier de Montmartre. La Butte avec ses moulins, son maquis, ses champs constitue alors un véritable village aux abords de la capitale. Mais l'expansion urbaine générée par le développement sauvage du capitalisme produit son œuvre de destruction de ces îlots de nature aux abords des villes. Il n'est donc pas surprenant que les naturopathes émergent dans ce contexte de résistance d'une campagne, d'une nature face à l'urbanisation.

Le mouvement est lancé à l'initiative d'un peintre et dessinateur anarchiste, Emile Gravelle, qui publie, dès 1894, le journal L'Etat Naturel. Un projet est élaboré en vue de faire une démonstration pratique de l'idée naturopathe, en établissant une colonie dans le Cantal, mais l'entreprise échoue, faute de terrain et d'argent. La publication de L'Etat Naturel crée un mouvement de sympathie, de curiosité. Pendant deux ou trois ans, les naturopathes organisent des réunions, des soirées familiales pour vulgariser leurs idées. A côté du groupe montmartrois qui tient ses réunions dans des cafés rue Blanche et rue Lepic, un deuxième groupe se constitue rue Saint-Antoine, à la Bastille.

Emile Gravelle, qui avait publié L'Etat Naturel parvient non sans mal à faire paraître quatre numéros de son journal de 1894 à 1898 et deux numéros d'une feuille satirique intitulée Le Sauvage, à la fin de 1898. Dans le courant de la même année paraît Le Naturopathe, feuille de lutte, fondée par Honoré Bigot, un ouvrier. Le Naturopathe n'eut que quatre numéros. Entre-temps, de 1895 à 1898, Zisly et Beaulieu publient La Nouvelle Humanité (20 numéros).

Par la propagande de ces diverses publications, l'idée naturopathe se répand en province, en particulier à Bordeaux, Dijon, Le Havre, Limoges, Marseille, Montpellier, Roubaix, Saint-Nazaire, Toulon et Tours. A la fin de 1898, la propagande se relâche un peu, certains adhérents se trouvent être disséminés par suite de circonstances individuelles mais aussi par lassitude pour quelques-uns.

Des dissensions naissent ; un naturopathe, Alfred Marné, fait dissidence et crée un nouveau mouvement : le sauvagisme. Les sauvagistes organisent quelques réunions d'un caractère amical et privé pour diffuser leur nouvelle conception. Ils lancent un journal, L'Age d'Or, qui n'a qu'un seul numéro. Ces dissensions semblent avoir eu raison du mouvement naturopathe qui ne poursuit plus son existence que grâce à l'énergie et infatigable Henri Zisly (13). Celui-ci fait paraître en novembre 1905 le numéro unique de L'Ordre naturel et publie à partir d'avril 1907 la revue La Vie naturelle qui persiste jusqu'en mai 1927.

Les conditions objectives pour la persistance d'un mouvement naturopathe ne sont alors sans doute pas réunies, les dégâts engendrés par le système capitaliste, pas encore suffisamment irréversibles. Le mouvement arrive à une impasse : sur le plan théorique les

naturopathes ressassaient toujours les mêmes idées, sans enrichir leurs conceptions par de nouveaux apports.

Les militants tentent alors de réaliser leurs aspirations dans la vie quotidienne. Quelques-uns essayent de mener dans la nature l'existence du sauvage. Eugène Dufour, par exemple, qui a 23 ans en 1901, s'exile dans les bois, au bord de la mer. En 1902, il est en Nouvelle-Calédonie et en 1912 à Tahiti où il fonde la colonie Natura. C'est aussi à Tahiti que vit un personnage singulier, Ernest Darling, « l'homme nature » auquel Jack London a consacré un chapitre de La Croisière de Snark.

« De passage à Paris en 1901, il (Eugène Dufour) assiste aux réunions des naturopathes et participe à leurs publications : il y fait part de son expérience de la vie naturelle et des longues périodes qu'il passe dans les forêts, nu, ne s'alimentant que de fruits et ne buvant que de l'eau. » (14)

Dès l'origine du mouvement, les naturopathes avaient nourri l'espoir de créer une colonie mais le projet n'avait pu se concrétiser. En février 1898, L'Etat Naturel publie un appel pour un projet de colonie naturopathe en France. Cet appel, resté apparemment sans écho, opère en fait une lente maturation dans l'esprit des militants. L'idée de créer des colonies anarchistes, des milieux libres, est alors dans l'air du temps. Le mouvement favorable à la création de ces milieux dépasse largement les naturopathes, pour englober toute une partie des anarchistes individualistes et même certains anarchistes-communistes. En 1902, le projet prend forme ; le milieu libre de Vaux (Aisne) est créé par huit colons dont le naturopathe Beylie. Celui-ci ne réussit guère à imprimer une orientation naturopathe à cette expérience qui n'a qu'un lointain rapport avec les idées émises par le projet de colonie naturopathe.

D.P.

- (1) Emile Gravelle, L'Etat Naturel, février 1898 (repris dans Invariance).
(2) Emile Gravelle, Le Naturopathe, 1/6/1898 (Invariance).
(3) Honoré Bigot, La Nouvelle Humanité, octobre 1895 (Invariance).
(4) Emile Gravelle, Le Naturopathe, 1/5/1898 (Invariance).
(5) Henri Zisly, La conception du naturalisme libertaire, novembre 1918 (Invariance).
(6) Emile Gravelle, L'Etat Naturel, février 1898 (Invariance).
(7), (10), (11) Emile Gravelle, La Nouvelle Humanité, mars-avril 1897 (Invariance).
(8), (9) Henri Zisly, La conception du naturalisme libertaire, novembre 1918 (Invariance).
(12) Celui-ci évoluera vers une conception plus eclectique qu'il qualifiera de néo-naturalisme.
(13) Tanguy l'Aminot, Le Naturopathe (A l'écart).
(14) L'Etat Naturel n° 3, février 1898 (Invariance)

(Suite au prochain numéro)

SOMMAIRE

Page 1 : Lettre ouverte aux citoyens de l'Union européenne (suite p. 2), Achemement militaire judiciaire à l'égard de l'insoumis basque Kittu Lascazar (suite p. 4)
Page 2 : Lettre ouverte aux citoyens de l'Union européenne (suite p. 3)
Page 3 : Lettre ouverte aux citoyens de l'Union européenne (suite de la « une » et de la page 2), A la petite semaine : Le déodorant.
Page 4 : Achemement militaire judiciaire à l'égard de l'insoumis

basque Kittu Lascazar (suite de la « une »), Comment ça va la santé ?, Rendez-vous, Associations.
Page 5 : De l'internationalisation vers la mondialisation.
Page 6 : Une nouvelle donne syndicale.
Page 7 : Ciné sélection : La Madre Muerta, Souscription du groupe Puig-Antich, Editions du groupe Maurice-Joyeux, « Drogues : le débat censuré. Libertés individuelles contre logiques d'Etat ».
Page 8 : Les naturopathes.